**Reprise de la collecte en France depuis le début du mois d’avril !**

Les prix des produits laitiers industriels évoluent de façon contrastée. Le prix de la poudre de lait écrémé est globalement stable depuis un an autour de 2 400 € la tonne (cf. graphique ci-dessous), tandis que celui du beurre atteint actuellement de nouveaux sommets, à plus de 7 400 € la tonne.



La production laitière est actuellement peu dynamique dans les grands bassins exportateurs mondiaux (cf. graphique ci-dessous). Les évolutions globales sur l’ensemble des douze derniers mois montrent une légère progression en Nouvelle-Zélande et une relative stabilisation aux Etats-Unis et dans l’Union Européenne.



En France, le contexte sanitaire difficile a freiné la collecte (cf. graphique ci-dessus) sur le début de l’année 2005. Elle a ainsi baissé de 1,2% sur les 19 premières semaines de 2025. La situation s’est néanmoins améliorée récemment, depuis le début du mois d’avril.



Le prix unitaire des charges dans les élevages laitiers diminue après une période de forte augmentation (cf. graphique ci-dessous). L’indice général Ipampa Lait de vache de l’Institut de l’élevage, qui est en rouge sur le graphique, se trouve ainsi en recul de 2% par rapport à mars 2024, mais présente une augmentation de 22% depuis 2020.



Selon l’enquête mensuelle laitière de FranceAgriMer, le prix standard du lait de vache conventionnel (cf. graphique ci-dessous) était de 469 € les mille litres sur le mois de mars 2025. Il se situe 38€ au-dessus du niveau de mars 2024, soit une augmentation relative de 9% en l’espace d’un an.



Les prix des produits laitiers vendus en magasin évoluent actuellement de façon contrastée (cf. graphique suivant). Depuis un an, les prix du beurre et du lait liquide progressent, tandis que ceux des fromages et des yaourts reculent.



En guise de conclusion, la situation globale des marchés évolue actuellement de façon modérée, sauf pour le beurre industriel qui est en forte augmentation. Les perspectives sur les mois à venir sont difficiles à déterminer en raison de l’intensification des tensions géopolitiques et des risques sanitaires sévissant en France et dans plusieurs régions du monde.